



FRANCE STRATÉGIE

25.06.14

# DOSSIER DE PRESSE

## QUELLE FRANCE DANS DIX ANS ? LES CHANTIERS DE LA DÉCENNIE

Rapport au président de la République  
sous la direction de Jean Pisani-Ferry,  
Commissaire général à la stratégie et à la prospective

# UN RAPPORT PAS COMME LES AUTRES

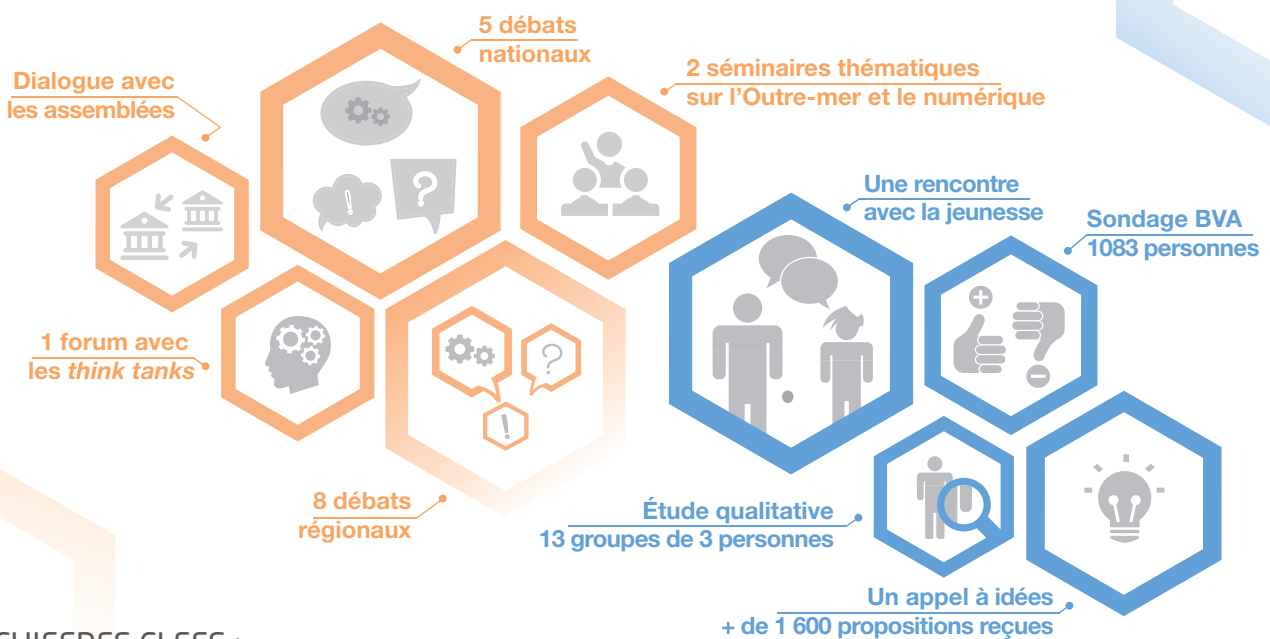
## ROMPRE AVEC LE COURT-TERMISME

À l'été 2013, le président de la République a demandé à France Stratégie d'introduire un séminaire gouvernemental consacré à la France dans dix ans.

À l'issue de ce séminaire, le président de la République et le Premier ministre ont souhaité que France Stratégie poursuive la réflexion de façon approfondie sur les enjeux à dix ans pour la France.

## CHANGER DE MÉTHODE

Pendant plusieurs mois, débats, concertations, dialogues et contributions ont alimenté le projet.



### CHIFFRES CLEFS :

Plus de **70** contributions écrites par des économistes, sociologues, hommes politiques, philosophes, professionnels, syndicats et associations, **700** contributeurs et plus de **2 000** participants au débat.

# UN DIAGNOSTIC SANS CONCESSIONS

## UN DÉCROCHAGE PROGRESSIF DEPUIS 25 ANS

Par rapport aux pays qui avaient un PIB comparable au nôtre il y a 25 ans :

- PIB/tête : - 6 % en 25 ans
- Taux de chômage toujours supérieur à 7 %
- Dégradation de nos performances scolaires
- Nos entreprises faisaient plus de recherche qu'ailleurs, ce n'est plus le cas

Des résultats sociaux comparativement meilleurs mais :

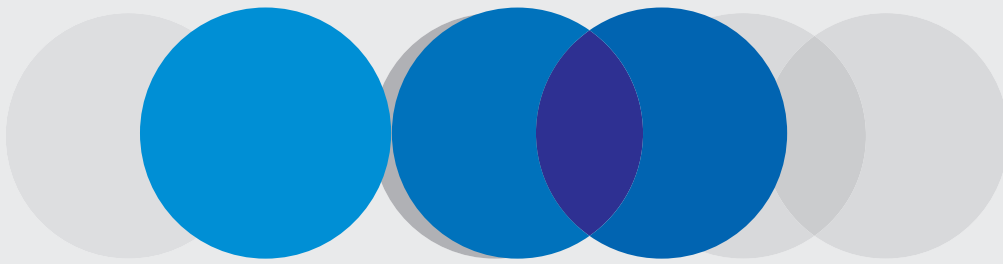
- Nous dépensons plus que d'autres pour un même résultat
- Ces dépenses ont largement été financées par un recours à l'endettement

Notre trajectoire est économiquement, socialement et financièrement **non soutenable**

## DES ATOUTS SOLIDES, INSUFFISAMMENT EXPLOITÉS

La France est :

- **Territorialement unie** : elle ne connaît pas de grande fracture entre Nord et Sud, ou Est et Ouest
- **Jeune** : l'âge médian dans vingt ans sera de 43 ans, contre 50 ans en Allemagne, en Espagne et en Italie
- **Mieux formée** : plus de 40 % des 30-34 ans ont reçu une formation supérieure. C'est le cas de moins de 20 % des 55-64 ans
- **Bien équipée** : ses infrastructures sont de niveau élevé
- **Une puissance scientifique** : 6<sup>ème</sup> mondiale, 4<sup>ème</sup> pour l'impact des publications
- **Dotée d'entreprises championnes** : première en Europe pour le nombre de très grandes entreprises (Fortune 500)
- **«Capitale»** : Paris est l'une des deux métropoles européennes d'envergure mondiale



## DES CHOIX COLLECTIFS À CLARIFIER

### ILS PEUVENT ÊTRE RÉSUMÉS PAR CINQ QUESTIONS :

- Quel ciment pour le vivre ensemble ?
- Avons-nous encore les moyens de notre modèle social ?
- Renoncer à la croissance ou repenser la croissance ?
- Économie abritée ou économie connectée ?
- Avec ou sans l'Europe ?

### UNE MÉTHODE À RÉINVENTER

Pour éviter des réformes partielles qui :

- Ne rassurent pas
- Ne changent pas les comportements
- Ne font pas voir le sens global des transformations engagées

# UN CAP POUR LA DÉCENNIE

En dix ans, beaucoup de pays ont su se redresser. Cela suppose de :

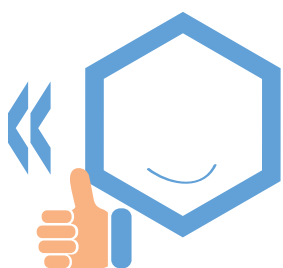
- **Sortir des équivoques**, refonder nos choix collectifs
- **Réinvestir** institutionnellement, économiquement, socialement
- **Fixer des objectifs ambitieux**, mobilisateurs mais atteignables

Pour que la société s'approprie ces objectifs :

- **Impliquer les citoyens**, les acteurs sociaux, les entreprises
- **Définir des indicateurs** pour mobiliser et suivre les progrès

## LA FRANCE EN 2025

En dépit de réussites dans bien des domaines, la situation de la France ne lui permet plus de faire école auprès des citoyens du monde. Il lui faut pour cela ambitionner d'obtenir, d'ici dix ans, des résultats qui la placent parmi les tout premiers des pays avancés.



Être parmi les dix pays de l'OCDE où l'on vit le mieux



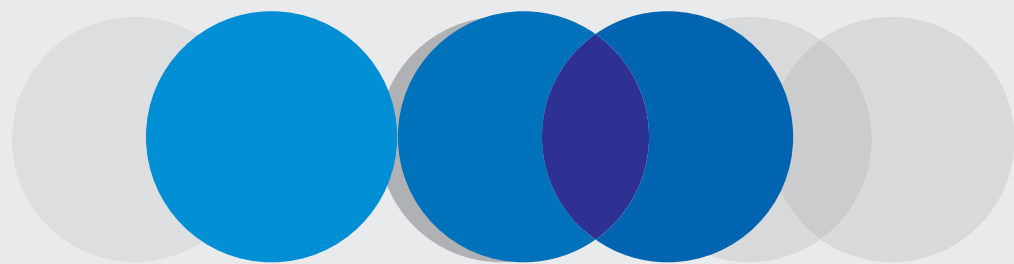
Rejoindre le premier tiers des pays européens pour l'emploi



Appartenir au premier tiers des pays de l'OCDE pour la confiance dans autrui



Rejoindre le groupe des pays européens leaders pour l'innovation



# NOS OBJECTIFS À DIX ANS

## **1- Une démocratie de la confiance**

- Réconcilier les citoyens avec leur démocratie
- Réformer l'organisation territoriale pour assurer efficacité et responsabilité
- Promouvoir l'engagement citoyen et social

## **2 - Une égalité républicaine effective**

- Combattre toutes les discriminations
- Donner à tous les enfants les moyens de réussir à l'école
- Offrir à chacun le droit à une deuxième chance

## **3 - Un état entreprenant et économe**

- Redonner aux services publics l'esprit de conquête
- Ouvrir le service de l'État à tous les talents
- Fournir aux citoyens les moyens d'évaluer l'efficacité de tous les services publics et de toutes les politiques publiques

## **4 - Un développement responsable**

- Réduire la charge financière qui pèse sur les générations futures
- Découpler croissance et atteintes au climat et à la biodiversité
- Orienter les comportements vers un développement sobre

## **5 - Une société décloisonnée et ouverte sur le monde**

- Réinvestir dans le savoir et les compétences
- Inventer l'entreprise du XXI<sup>e</sup> siècle
- Prendre appui sur le développement des métropoles

## **6 - Une économie du mouvement**

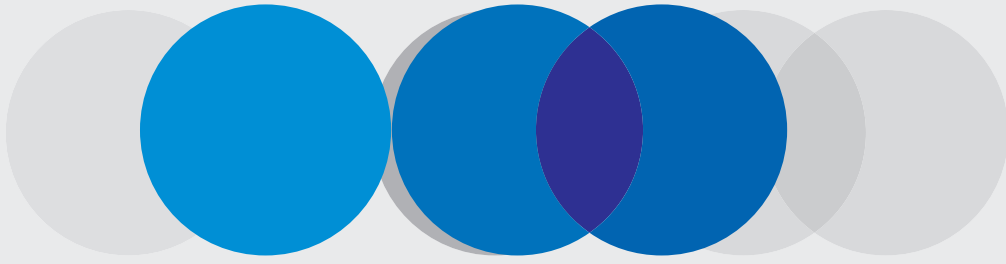
- Renouveler les fondements de la croissance
- Financer le développement des entreprises
- Élargir le socle de notre compétitivité

## **7 - Un modèle social lisible et inclusif**

- Viser le plein emploi et construire les nouvelles sécurités professionnelles
- Simplifier et personnaliser les politiques sociales
- Recalibrer la politique du logement

## **8 - Une Europe force d'entraînement**

- Refaire de l'Union un pôle de prospérité
- Gouverner la zone euro
- Faire de l'Europe un acteur international de poids



# REPÈRES POUR 2025



## 1 - UNE DÉMOCRATIE DE LA CONFIANCE

Dissiper le malaise de la société française et reconstruire un vivre ensemble apaisé impose de faire vivre autrement la démocratie. Pour que les Français reprennent confiance en l'avenir, les institutions doivent être profondément renouvelées. Il en va de même pour l'organisation des pouvoirs, notamment locaux, centrée autour de la transparence et de la responsabilité. La société civile doit pouvoir mieux respirer, avec une plus grande reconnaissance de l'engagement citoyen.



Atteindre 70 % de participation aux élections législatives



Porter à 50 % la part des intercommunalités dans la dépense publique locale

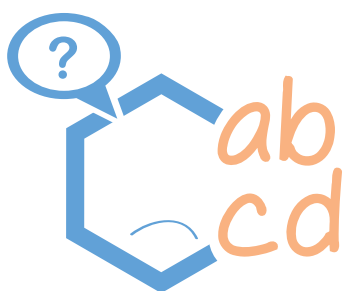


Atteindre un taux de 50 % d'engagement bénévole

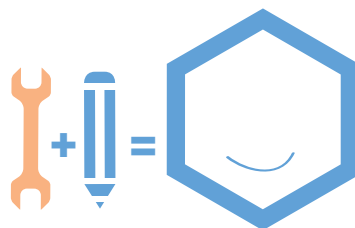
---

## 2 - UNE ÉGALITÉ RÉPUBLICAINE EFFECTIVE

L'égalité des chances, au cœur du modèle républicain, est minée par de profondes disparités dans l'accès au savoir, à l'emploi, au logement. Pour rendre plus effective cette promesse, il est nécessaire de mettre l'accent sur la prévention plutôt que la réparation. Il s'agit dès lors de donner à tous les enfants les moyens de réussir à l'école, de créer un droit à la seconde chance avec un système de formation professionnelle plus opérant et de combattre vigoureusement toutes les discriminations.



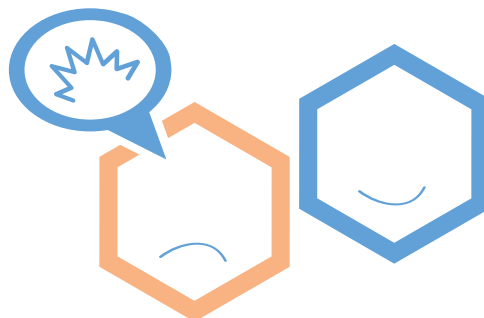
Diviser par trois le nombre de décrocheurs ainsi que celui des enfants ne maîtrisant pas le français



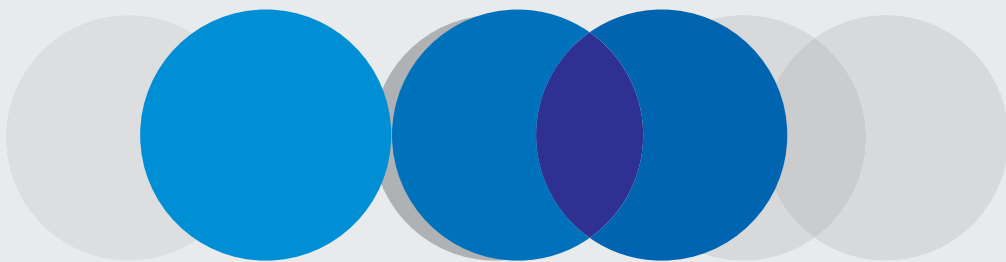
Multiplier par deux la proportion de métiers mixtes



Diviser par deux l'illettrisme chez les adultes



Faire baisser les discriminations pour être dans le premier tiers des pays européens



### 3 - UN ÉTAT ENTREPRENANT ET ÉCONOME

Pour assumer ses responsabilités tout en réduisant le poids de la dette publique, l'État a besoin d'être réformé. Il faut une gestion de la fonction publique plus efficace et ouverte à tous les talents. Avec des services publics modernes, adaptés aux besoins spécifiques des Français et des territoires, qui s'appuient sur le numérique pour fluidifier les relations avec les administrés.



Atteindre 80 % de taux de satisfaction des usagers des services publics



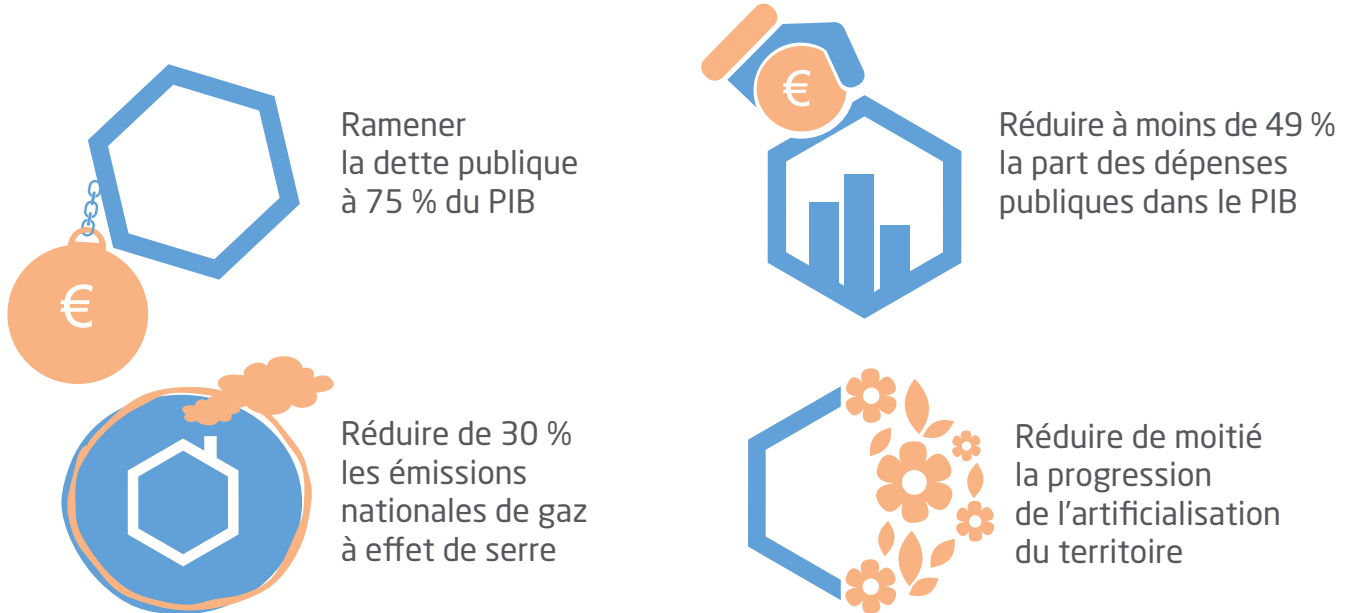
Porter à un quart la part des non-fonctionnaires dans les emplois pourvus en conseil des ministres



Atteindre 90 % de citoyens utilisant internet dans leurs relations avec l'administration

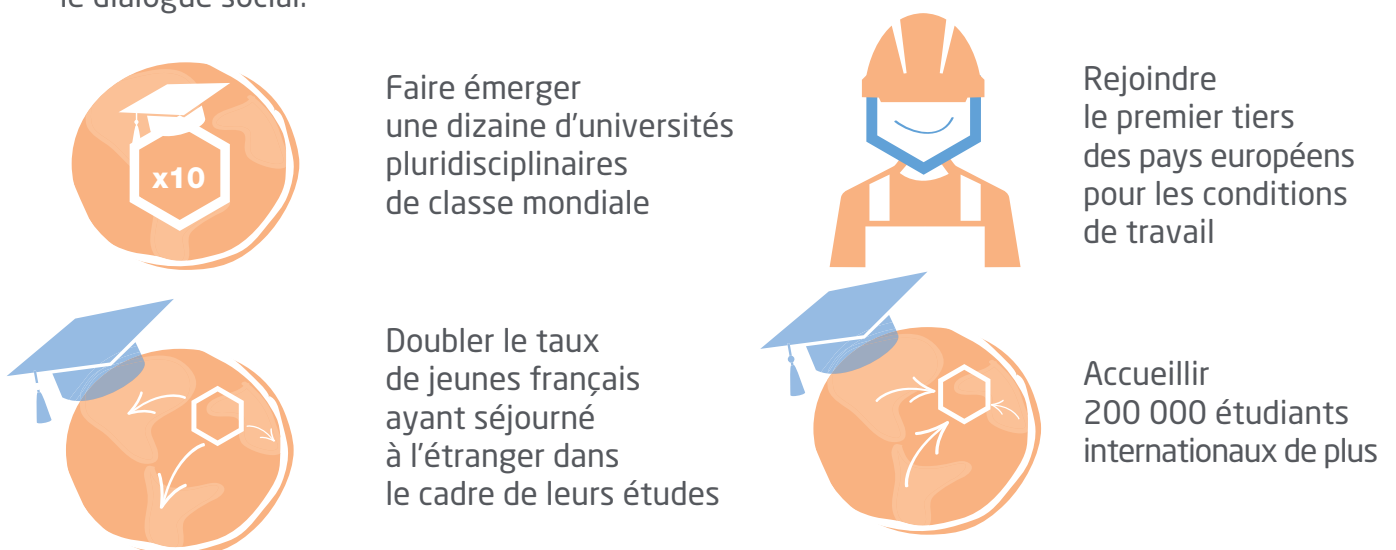
## 4 - UN DÉVELOPPEMENT RESPONSABLE

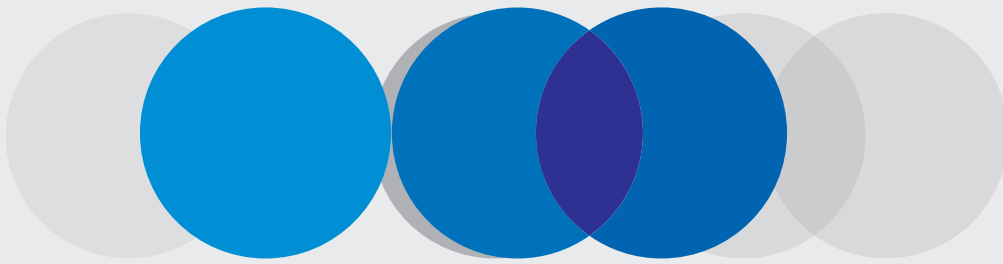
Garantir le bien-être des générations à venir implique un développement responsable. Cela requiert de préserver l'environnement et la solvabilité de l'État, deux engagements difficiles pour la société parce qu'ils demandent des efforts aujourd'hui pour des bénéfices à long terme. Priorité doit être donnée au désendettement du pays, notamment en réduisant la dépense publique. Il importe également d'encourager une croissance économique qui ne soit pas synonyme de pressions accrues sur l'environnement - au premier chef les atteintes au climat et à la biodiversité - ainsi que d'inciter à des comportements plus sobres.



## 5 - UNE SOCIÉTÉ DÉCLOISONNÉE ET OUVERTE SUR LE MONDE

Pour assurer sa prospérité, la France ne peut rester à l'écart des mutations du monde. Cette ouverture passe par un décloisonnement de la société. De nouvelles mobilités sont à construire, permettant notamment aux jeunes Français, dès leurs études, de faire une expérience dans d'autres pays ou de côtoyer des étudiants étrangers. Ce décloisonnement doit aussi concerner l'entreprise, avec des organisations favorisant le travail collaboratif et le dialogue social.



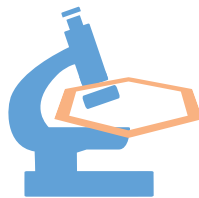


## 6 - UNE ÉCONOMIE DU MOUVEMENT

Transformer les idées en opportunités et les opportunités en facteurs de croissance est le fer de lance d'une économie dynamique. Il importe de miser sur les compétences, en investissant dans l'éducation et la formation, et de soutenir l'innovation. Il faut créer un environnement plus favorable à la croissance des entreprises et faciliter leur financement. Améliorer la compétitivité de l'industrie mais aussi des services est indispensable pour s'insérer avec succès dans la concurrence internationale.



Porter à 50 % la part des PME innovantes



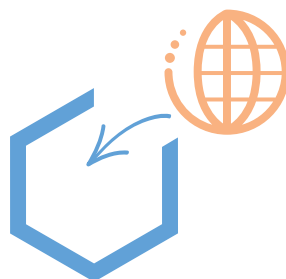
Porter la R&D des entreprises à 2 % du PIB



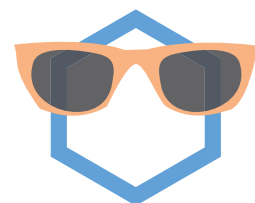
Viser 1 000 entreprises de taille intermédiaire supplémentaires



Accroître de 30 000 le nombre d'entreprises exportatrices



Atteindre un taux d'ouverture de l'économie de 75 %



Augmenter d'un tiers les recettes touristiques

## 7 - UN MODÈLE SOCIAL LISIBLE ET INCLUSIF

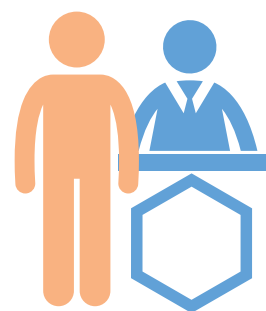
Garantir le bien-être des générations à venir implique un développement responsable. Préserver les sécurités collectives pour vivre dans une société juste impose de revoir en profondeur le modèle social. Pour que celui-ci gagne en efficacité, il est impératif de reconstruire le plein emploi et d'améliorer la qualité du travail. Les politiques sociales, constituées de multiples dispositifs indéchiffrables, doivent être simplifiées et personnalisées, c'est-à-dire attachées aux besoins des individus et non à leur statut. Réorienter la politique du logement pour en baisser le coût est une autre priorité.



Doubler le taux de transition annuel des contrats courts vers un emploi stable



Reduire de 30 % le prix des logements (en euros constants)



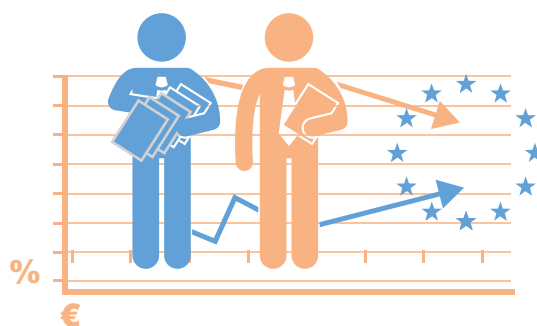
Réduire à moins de 20 % le non-recours aux prestations sociales

## 8 - UNE EUROPE FORCE D'ENTRAÎNEMENT

Affaiblie par la crise, l'Europe doit se réinventer. Il est essentiel que l'Union redevienne un pôle de prospérité et d'emploi, attendu par ses citoyens. Ce redressement implique notamment une meilleure gouvernance de la zone euro, qui doit être parée pour affronter les chocs à venir et créer un cadre favorable à l'expansion. Faire de l'Europe un acteur international de poids est incontournable, face aux États-Unis et à la Chine ainsi qu'à la montée en puissance des pays émergents.



Faire converger les taux de chômage nationaux dans l'Union européenne



Faire converger les conditions de financement dans la zone euro

### 3 questions à Jean Pisany-Ferry, commissaire général à la stratégie et à la prospective

**Pendant la phase de concertation, vous avez rencontré des jeunes du service civique. L'un d'eux a demandé : « Quelle va être la part de rêve du projet France dans dix ans ? » Que lui répondez-vous aujourd'hui ?**

Cette part de rêve peut s'incarner dans la société plus mobile et ouverte sur le monde que ce rapport vise à développer, où les destins de vie seront moins écrits en fonction des diplômes obtenus au départ ou de leur absence. Avec un modèle social renouvelé, garantissant de meilleures sécurités collectives, plus personnalisées, chacun aura davantage la capacité de réaliser son potentiel. Qu'il s'agisse d'être accompagné en cas de difficultés d'insertion professionnelle, d'obtenir une seconde chance ou d'être encouragé à séjourner à l'étranger pour faire ses études. Cette société décloisonnée, qui met en son cœur la lutte contre les discriminations, donnera aux jeunes les moyens de construire leur liberté. Et aux moins jeunes, la certitude de ne pas rester au bord du chemin. L'ambition peut se résumer simplement : être un des dix pays où on vit le mieux.

**Beaucoup de Français rendent la mondialisation responsable d'une partie de leurs maux. Quelle piste propose le rapport pour les faire changer d'avis à horizon de dix ans ?**

Une France de 68 millions d'habitants sur une planète connectée de 8 milliards de personnes, même si elle n'est plus aussi puissante, ne peut se mettre en marge. La mondialisation va changer de nature ; les pays émergents qui aujourd'hui concurrencent notre industrie seront demain nos clients parce que leur population aspire à la consommation, à certains de nos modes de vie, à voyager. Ne pas rater ce tournant de l'émergence d'une classe moyenne mondiale demande un état d'esprit différent. Il faut créer les conditions qui permettront d'élargir la base de nos exportations, en favorisant la croissance des entreprises de taille intermédiaire mais aussi leur capacité d'innovation, notamment dans le secteur des services qu'il faut réinvestir. Attirer 200 000 étudiants étrangers supplémentaires par l'excellence renforcée de nos universités compte tout autant dans cette stratégie. Non seulement ils seront des relais vers l'extérieur mais, s'ils demeurent sur le territoire, ils contribueront à notre développement.

## **Vous présentez un projet « ambitieux et réaliste ». Comment concilier les deux ?**

Pour retrouver une France qui fasse de nouveau école, il est entre autres indispensable de réussir le combat contre le chômage. L'ambition réaliste c'est d'être dans le premier tiers des pays européens pour l'emploi, en mettant en place les réformes nécessaires. De même, le réinvestissement éducatif et la priorité donnée à la petite enfance sont fondamentaux, au moment où les pays émergents font de considérables efforts de formation. Les contraintes lourdes qui pèseront sur les finances publiques, dans une perspective de désendettement progressif, imposent d'opérer des réallocations de moyens et de transformer les services publics. Les structures doivent s'adapter aux spécificités locales pour que le même résultat soit atteint partout, et non pas l'inverse. Le projet est ambitieux parce qu'il suppose des mutations de notre système politique, économique et social et touche à nos rapports avec l'Europe. Les objectifs à 10 ans sont transversaux et, si leur déploiement dans le temps peut être jalonné par des étapes, il importe que chaque étape soit équilibrée et juste. Les réformes institutionnelles ne répondent pas seulement à une exigence démocratique ; la simplification du mille-feuille administratif et territorial est nécessaire pour clarifier les responsabilités des élus devant les citoyens ; mais elle l'est aussi pour accompagner le développement économique des métropoles et s'assurer que la croissance sera partagée à l'échelle d'une région.



# À télécharger sur [www.strategie.gouv.fr](http://www.strategie.gouv.fr)

Quelle France dans dix ans ? Les chantiers de la décennie

Quelle France dans dix ans ? Repères pour 2025

## Les rapports thématiques :

- Restaurer la confiance dans le modèle républicain
- Réconcilier l'économique et le social
- Bâtir un développement responsable
- Investir dans le redressement économique
- Retrouver une ambition européenne pour la France

## France Stratégie :

A l'occasion de la remise du rapport *Quelle France dans dix ans ?*, le Commissariat général à la stratégie et à la prospective présente sa nouvelle identité, autour d'un nom plus lisible : France Stratégie, appuyé des rappels de ses missions : Evaluer, Anticiper, Débattre, Proposer.



Contacts presse

## France Stratégie

**Jean-Michel Roullé** : [jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr](mailto:jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr) - 01 42 75 61 37

**Joris Aubrespin** : [Joris.aubrespin@strategie.gouv.fr](mailto:Joris.aubrespin@strategie.gouv.fr) - 01 42 75 60 27



France Stratégie est une institution rattachée au Premier ministre. Organisme de concertation et de réflexion, son rôle est de proposer une vision stratégique pour la France, en expertisant les grands choix qui s'offrent au pays. Son action repose sur quatre métiers : anticiper les mutations à venir dans les domaines économiques, sociétaux ou techniques ; débattre avec tous les acteurs pour enrichir l'analyse ; évaluer les politiques publiques ; proposer des recommandations au gouvernement. France Stratégie joue la carte de la transversalité, en animant un réseau de huit organismes aux compétences spécialisées.